

Action des comités BDSF 30 et 34 à la Direction des Douanes

En prélude à la journée internationale contre l'agriculture coloniale israélienne : Action des comités BDSF 30 & 34 à la Direction des Douanes

Midilibre.fr

Les pro-palestiniens de Montpellier mènent une opération anti-Mehadrin

Parmi les manifestants figurait le pasteur Nunez. (JEAN-MICHEL MART)

Une trentaine de militants a investi ce jeudi matin, le hall des douanes de Montpellier. [« > Lire l'article](#)

Dans le journal Midi Libre Papier (très gros tirage)

Ils bloquent les douanes pour dénoncer Israël

Opération | Une trentaine de militants entendait protester contre l'importation de fruits et légumes en provenance de l'État hébreu.

Banderoles, pancartes, tee-shirts noirs siglés en orange "Boycott Israël apartheid"... Une trentaine de manifestants du collectif anti-Agrexco ont occupé, durant une heure hier matin, le hall de la direction régionale des douanes, rue Paul-Brousse. Assis, scandant « *Mehadrin, ton commerce est hors la loi* », les manifestants visent cette entreprise de Châteaun-Redard spécialisée dans l'importation de fruits et légumes en provenance d'Israël. Jean-Paul Nunez, de la Cmade et militant anti-Agrexco, prévient : « *Cette action n'est que le prétexte d'une campagne de boycott visant les aliments produits dans les territoires occupés par Israël. À l'image de ce qui avait été intenté contre Agrexco, il y a deux ans.* »

« Nous sommes les représentants des paysans palestiniens »
José-Luis Moraguès, du BDS France 34

Visiblement excédé par cette occupation pacifiste mais bruyante, Philippe Savary, directeur régional des douanes, a reçu, au côté d'Alain Bar, directeur interrégional, trois représentants des manifestants. José-Luis Moraguès, du BDS (Boycott, désinvestissement et sanctions) France 34, explique : « *Nous sommes les représentants des paysans*



■ Le collectif anti-Agrexco a occupé le hall des douanes, hier matin. Photo JEAN-MICHEL MART

palestiniens. Nous dénonçons ici les violations des droits des victimes de guerre des territoires occupés par Israël. Les Palestiniens se font voler leur terre, leur eau et travaillent dans des conditions scandaleuses. L'Europe et la France ne doivent plus accepter de rendre légaux ces produits en apposant juste une taxe. Ces fruits et légumes doivent être interdits, saisis et détruits. Les services des douanes sont en première ligne pour appliquer cette interdiction. »

Les fonctionnaires n'ont pu que répéter aux représentants des manifestants leur obligation d'appliquer les codes et règlements en vigueur en France et en Europe. Ils ont promis d'en référer au cabinet du préfet.

Demain, d'autres actions auront lieu dans des supermarchés de Montpellier ou Nîmes, comme dans 60 villes d'Europe. Tomates, avocats, oranges n'ont qu'à bien se tenir !

KIKI PALASZ
cpalasz@midilibre.com

Dans L'Hérault du jour :



Occupation symbolique, hier matin, du hall des douanes avant une action de sensibilisation dans les supermarchés prévue demain. PHOTO R.A.

Palestine. Des manifestants ont investi le hall des douanes. Ils dénoncent l'exportation, par Israël, de produits agricoles en provenance des territoires occupés.

Une campagne pour appeler au boycott des « fruits du crime »

« Les fruits de Mehadrin sont les fruits du crime », scandent une vingtaine de manifestants qui ont investi hier, en fin de matinée, le hall des douanes. Avant qu'une délégation ne soit reçue par le directeur régional. Leur but : interpellier l'État, via les douanes, sur l'importation ainsi que la revente dans les supermarchés de produits agricoles étiquetés « made in Israël » mais provenant, en réalité, des territoires palestiniens occupés. « Ces produits sont illégaux au regard du droit international et pourtant certains, comme ceux de l'entreprise israélienne Mehadrin, débar-

quent sur le port de Sète », dénonce un manifestant. « Les douanes allemandes ont déjà saisi, à ce sujet, la Cour européenne de Justice. Pourquoi les douanes françaises n'en feraient pas autant ? Nous voudrions que ces produits soient interceptés et détruits. On en a assez de les retrouver sur les étals des supermarchés », insiste Jean-Paul Nuñez, de la Cimade. Des produits difficiles à identifier une fois mis en rayon car ils font l'objet, une fois débarqués, d'un reconditionnement visant à masquer leur origine exacte ». L'agriculture est une part vitale de l'économie palestinienne, mais

les agriculteurs palestiniens sont dépossédés de leurs terres. « Les entreprises israéliennes d'exportation de produits agricoles sont au cœur du système de domination sur le peuple palestinien », expose Christophe Perrin, de la Cimade. Il dénonce la passivité du gouvernement français, qui a pourtant le droit - international et national - pour lui : « En plus de la convention de Genève et du Traité de Rome, il existe depuis deux ans, dans le droit français, une loi qui dit que l'exploitation, donc les fruits qui en découlent, sont des crimes de guerre ».

Membres de plusieurs associa-

tions de défense de la cause palestinienne (notamment la Cimade et le CCIPPP), les manifestants relaient un appel à campagne lancé dans le cadre du mouvement BDS* par les organisations paysannes palestiniennes. Demain, une journée internationale est organisée dans le monde entier. En France, des actions sont prévues dans 14 villes, dont Montpellier pour sensibiliser les clients et les supermarchés à ce commerce qui encourage la colonisation de la terre palestinienne.

* Boycott, désinvestissement et sanctions.

En vidéo :

{youtube}VUVQ83BMv6Q{/youtube}